L'HUMANITÉ ROUGE – Mardi 6 décembre 1977 – No 781

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

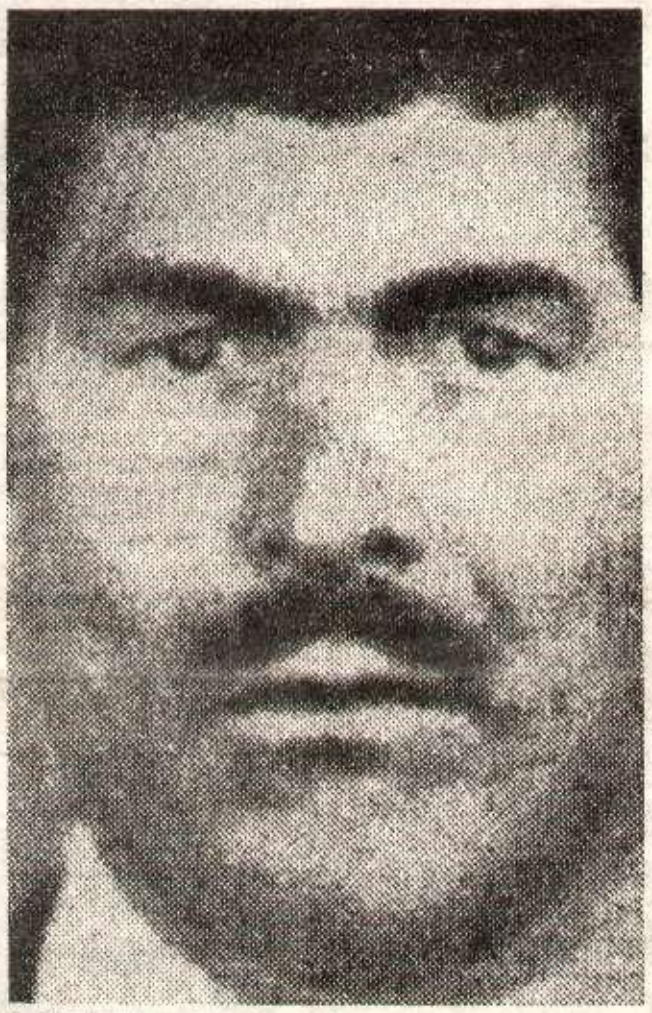
BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Assassinat à l'Amicale des Algériens

MOBILISONS-NOUS CONTRE LES CRIMES FASCISTES !

L'assassinat de Laïd Sebaï, le veilleur de nuit de l'Amicale des Algériens en Europe, est bien un crime raciste. Cependant, il n'est pas que cela. Il est d'abord le prolongement de toute la politique du pouvoir contre les travailleurs immigrés. Barre a désigné nos frères immigrés parmi les responsables du chômage. Le gouvernement a pris les mesures racistes dites mesures Stoléru pour chasser les travailleurs immigrés. Toute une campagne est orchestrée sur ce thème. Or, les travailleurs immigrés ne sont pas responsables du chômage mais bien les premières victimes de celui-ci. La manœuvre gouvernementale vise donc à diviser la classe ouvrière de France face à la crise. D'autant plus que la bourgeoisie française craint les travailleurs immigrés. Ils sont souvent à la tête des luttes de la classe ouvrière en France. Que ce soit ceux de la Sonacotra, les nettoyeurs du métro, les éboueurs, etc. nos frères immigrés mènent résolument le combat de classe. Face à la crise, ils sont les premiers touchés et les premiers dans la lutte. Voilà une des premières raisons de la campagne contre les travailleurs immigrés, campagne dont les crimes racistes ne sont que la conséquence.

Une seconde raison est que la bourgeoisie française intensifie son ambition néo-colonialiste sur le Nord-Ouest africain (Maroc, Sahara, Mauritanie). Cette région est très riche et l'impérialisme français y est relativement bien placé. Il veut profiter de cet avantage, l'un des rares qui lui reste de son ancien empire colonial, pour renforcer son implatation afin de piller tout à son aise les richesses en minerais divers : phosphates, fer, etc. de cette région. Cependant, il se heurte à un peuple dont la lutte remet en cause les intérêts de l'impérialisme français dans la région : le peuple saharoui dirigé par le Front Polisario. La lutte du peuple saharoui remporte succès sur succès et menace effectivement à plus ou moins longue échéance, les intérêts impérialistes français.



Laïd Sebai, le gardien assassiné.

Telle est donc la véritable cause de la campagne contre le Front Polisario, orchestrée par la bourgeoisie française. L'histoire des otages n'est en réalité que bien secondaire dans cette campagne même si elle est mise en avant pour tenter de mobiliser l'opinion.

La bourgeoisie française ne reconnait pas le Polisario ni la lutte du peuple saharoui. Elle prétend qu'il ne s'agit là que de l'action armée de l'Algérie qui aurait des ambitions sur le Sahara. Elle accuse donc l'Algérie de ses propres crimes. Il est un fait que le peuple et le gouvernement algériens soutiennent la lutte du peuple saharoui pour son indépendance comme ils soutiennent la lutte du peuple palestinien ou d'autres luttes. Cependant, le peuple du Sahara existe et la bourgeoisie a beau se fermer les yeux, elle n'en subit que davantage d'échecs. La bourgeoisie française n'a jamais digéré sa défaite en Algérie. Aussi le soutien de l'Algérie au peuple saharoui en lutte près de ses frontières, est-il une raison de plus pour que la bourgeoisie française s'attaque à nos frères immigrés particulièrement les Algériens.

Les crimes contre les travailleurs immigrés sont le résultat de cette campagne du gouvernement français, qui d'ailleurs les couvre.

Cette campagne, ces crimes sont aussi le résultat de la crise dans laquelle se débat la bourgeoisie et de la peur de voir se développer les luttes. Ils reflètent sa faiblesse. Cependant, nous devons lutter contre cette campagne et ces crimes odieux. Nous devons mobiliser les ouvriers contre eux et dénoncer la politique de la bourgeoisie à l'égard de nos frères immigrés, à l'égard de la classe ouvrière de France.

Ouvriers, français et immigrés, unité et action contre la campagne raciste et néo-colonialiste de la bourgeoisie.

VOIR ARTICLES PAGE 3

• Lip

Journée «porte ouverte»

Plusieurs milliers de personnes ont participé à la journée porte-ouverte organisée à Besançon. Les travailleurs de LIP ont présenté leur projet de coopérative ouvrière. Des travailleurs d'autres entreprises en lutte étaient venus soutenir la lutte des LIP : Réo de Fougères, Caron-Ozane, de Caen, SCPC de Clermont-Ferrand, Teppaz de Lyon. Un millier de montres a également été vendu.

Plaintes d'ouvriers soviétiques

Plusieurs ouvriers soviétiques auraient récemment invité des journalistes américains pour qu'ils informent l'opinion mondiale des persécutions dont font l'objet ceux qui tentent «d'exercer le droit de se plaindre».

Ces ouvriers s'étaient adressés à des journalistes américains en dernier recours, les autorités officielles russes réprimant toute protestation.

Ces ouvriers se plaignent de leurs conditions de travail, de l'insuffisance des normes de sécurité, et de la corruption. Le gouvernement soviétique se désintéresse de la sécurité, du bien-être des ouvriers. Il tolère la corruption et les détournements de fonds. Quand les ouvriers protestent, ils risquent souvent de perdre leur emploi ou d'être enfermés dans des hôpitaux psychiatriques... Ces ouvriers ont cité le cas d'un mineur de 45 ans, Wladimir Klébanov, qui fut renvoyé après 16 ans de travail et interné dans un hôpital psychiatrique durant quatre ans pour s'être élevé contre une intensification des cadences qui provoquait un tel épuisement que 12 à 15 mineurs étaient morts en un an dans le puits où ils travaillaient.

• Espagne

Violentes manifestations en Andalousie

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche en Andalousie pour réclamer l'autonomie de la province. Alors qu'un manifestant tentait de décrocher de la mairie de Malaga le drapeau espagnol, la police a chargé en tirant des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Les manifestants au nombre de deux cent mille, à ce moment-là, ont commencé alors à dresser des barricades. Un manifestant a été tué par balles au cours des affrontements avec la police. D'autres manifestants ont été blessés.

A Barcelone, en Catalogne, deux cent mille Andalous ont également manifesté , applaudis par la population catalane, sur leur passage.

Des coopérants français occupent le consulat français à Constantine

Pour protester contre l'assassinat d'un membre de l'Amicale des Algériens en Europe, une cinquantaine de coopérants français ont occupé durant trois heures, le consulat français à Constantine. Ils ont également publié un communiqué dénonçant la politique du pouvoir français à l'égard des travailleurs immigrés. Les coopérants soulignent qu'en Algérie, ils ne sont pas eux, en danger.

Des organisations de coopérants en Algérie ont également exprimé leur «indignation après l'odieux attentat».

Christian Harbulot arrêté

Il est soupçonné par la police d'avoir participé à l'assassinat de Tramoni ex-vigile à Renault et meurtrier de Pierre Overney en 1972. Condamné à quatre ans de prison, Tramoni avait bénéficié de plus d'une libération anticipée puisqu'il n'était resté en prison que deux ans. Il avait ensuite trouvé un travail à Limeil-Brévannes dans une auto-école. En sortant de son travail, le 25 mars dernier, le meurtrier d'Overney avait été tué par deux motocyclistes à coups de révolver.

Christian Harbulot a toujours nié avoir participé à l'expédition contre Tramoni. Dans une lettre adressée au journal Libération, le 26 mai dernier, il affirmait se trouver à Lyon le jour de la mort de Tramoni et avoir cinq témoins.

• Grenoble

Répression contre des militants antinucléaires

Dans la nuit du 29 au 30 novembre, deux militants antinucléaires étaient arrêtés dans la région de Bourgoin. La police affirme – sans que quiconque puisse le vérifier – avoir trouvé un baton d'explosif dans leur voiture.

Invoquant le prétexte de ce «flagrant délit» une perquisition a eu lieu à l'imprimerie «Vérité Rhône-Alpes» qui se met au service des luttes populaires régionales ainsi qu'à la communauté «La Monta» à Saint-Égrève, dans la banlieue de Grenoble. Fait bizarre, un journaliste du très réactionnaire quotidien régional «Le Journal» y assistait, ce qui se traduisit par un article crapuleux publié dans ce torchon.

Sans aucun prétexte avouable, deux des responsables de l'imprimerie, parmi lesquels Pierre Boisgontier, étaient arrêtés et ne devaient être libérés que le lendemain.

La perquisition à l'imprimerie n'ayant rien donné, une autre perquisition avait lieu chez un des responsables du journal du comité Malville à Lhuis (Ain). Les flics osèrent lui affirmer que les deux premiers militants arrêtés avaient «donné» cette adresse. Ceux-ci sont désormais inculpés mais, dans toute la région, la riposte s'organise à cette nouvelle manifestation de l'escalade de la répression.

Des ouvriers exposés à la radioactivité

Aprés l'annonce officielle du licenciement de la totalité du personnel de l'entreprise Gresse qui emploie 63 personnes et est spécialisée dans la sous-traitance de la mécanique et de chaudronnerie nucléaire a Branges (Saône-et-Loire). Les ouvriers ont appris qu'ils avaient été exposés à des radiations radioactives.

Il y a un mois et demi, le représentant d'un organisme officiel, chargé de veiller à la sécurité, découvrait qu'une barre de Césium 135 était posée depuis plusieurs années en un lieu et dans des conditions défiant toutes les normes de sécurité . Le Césium 135 est en effet radioactif . Plusieurs employés ont été soumis à des examens.

Visite du ministre chinois du commerce exterieur

Le ministre chinois, du commerce extérieur Li Chiang est arrivé à Paris le lundi 5 décembre pour une visite officielle de huit jours.

Le ministre chinois rencontrera diverses personnalités gouvernementales françaises .

Mercredi, il visitera le central téléphonique des tuileries, l'usine Thomson de Meudon. Ensuite, il visitera les usines Berliet de Vénissieux et la centrale nucléaire de Bugey.

Jeudi, il visitera le complexe de Fos dans les Bouches du Rhône. Vendredi il sera à Toulouse où il assistera à une représentation d'avions en vol et visitera la SNIAS ainsi que la SEMS (ex CII). Samedi, il visitera à Tours une ferme et un dépôt de matériel ferroviaire à Saint-Pierre-des-Corps.

• Rennes, Paris, Poitiers, Villefranche, Luneville, Rouen

Reçoivent des pongistes chinois

Des joueurs de ping-pong de la République populaire de Chine sont en France depuis quelques jours. Ils effectuent une tournée qui les conduira dans différentes villes. Ils étaient à Rennes du 2 au 4 décembre pour participer aux 25e internationaux de tennis de table. Des joueurs nord-coréens y participaient aussi. Le 5 décembre, ils joueront au stade Pierre de Coubertin à Paris. Le 7 décembre, ils seront à Poitiers, le 9 à Villefranche-sur-Saône, le 10 à Lunéville, le 12 à Rouen.

Des manifestations d'amitié sont prévues dans certaines de ces villes, à l'occasion de la venue des joueurs chinois. C'est par exemple le cas à Villefranche-sur-Saône où le comité des Amitiés franco-chinoises organisera une exposition avec le centre d'action culturelle. Une semaine sur la Chine sera aussi organisée dans la ville avec la participation des commerçants. C'est un exemple positif à suivre.

• Sport-Rennes

Internationaux de France de tennis de table

En finale des internationaux de France par équipe, chez les hommes, la Chine a battu la Hongrie vendredi soir par trois victoires à deux.

• Saint - Domingue

La dictature légalise le parti «communiste» dominicain (2)

La sagesse populaire qui ne prend pas les vessies pour des lanternes a compris que la légalisation du PCD n'est rien d'autre que la récompense publique que le gouvernement lui a octroyée pour son étroite collaboration et son soutien empressé. En outre, la légalisation d'un tel groupe réactionnaire sert la dictature car il joue le rôle d'instrument de pression sur l'opinion nationale et internationale pour faire croire que la dictature est en passe de se libéraliser dans le but évident de la rendre «sympathique» aux quelques groupes politiquement moins avancés et à l'opinion internationale.

Ainsi, en mai prochain, la dictature pourra-t-elle justifier de la sainte bénédiction du dit Parti communiste dominicain.

Nous, les marxistes-léninistes, nous nous en tenons à la juste opinion du peuple, en même temps, que nous menons la lutte pour l'abrogation de la loi anticommuniste contenue dans la loi 6.70.71 et ce comme moyen de garantir la légalisation, non pas de tel ou tel groupe, mais des idées et de la pratique du communisme.

A Saint-Domingue, aucun groupe, ni le gouvernement ne peuvent parler de libéralisation tant qu'existent ces lois qui empêchent la libre circulation des Dominicains, qui maintiennent des centaines d'opposants emprisonnés et plusieurs autres centaines en exil, qui entretiennent une persécution tenace contre les authentiques révolutionnaires et les démocrates conséquents.

La légalisation du PCD est une tromperie de plus que le gouvernement utilise pour faire passer sa dictature sanguinaire pour une démocratie authentique.

Nous, les marxistes-léninistes, nous rejetons ce nouveau mensonge, jeté à la face des peuples du monde. En même temps, nous sollicitons la solidarité avec la lutte que nous menons, pour le respect des libertés et pour l'abrogation des lois qui interdisent la pratique communiste.

Nous refusons d'être mêlés au processus de légalisation d'un groupuscule révisionniste, collaborateur étroit de la dictature de Balaguer et qui s'entête à donner à l'opinion internationale une fausse image de ce qu'est la véritable réalité du peuple dominicain.

Etat d'urgence aux Bermudes

Les autorités colonialistes britanniques ont décrété l'état d'urgence aux Bermudes aprés que de violentes manifestations aient eu lieu pour protester contre la pendaison de deux jeunes Noirs. Malgré le couvre-feu en vigueur, de 18 h à 6 h, des émeutes se sont déroulées durant 48 heures jeudi et vendredi.

Les manifestants étaient surtout des jeunes Noirs. Ils ont mis le feu à plusieurs usines de la capitale des Bermudes. Le gouvernement britannique a envoyé des troupes en renfort. La peine de mort n'existe pas en Angleterre. Par contre, elle existe aux Bermudes. Celles-ci sont des îles près de la côte Sud-Est des États-Unis. Ces îles sont peuplées de 55 000 habitants dont 33 000 sont Noirs. Les Bermudes sont l'une des dernières colonies britanniques.

Une délégation chinoise au Cambodge

Conduite par Tchen Yong kwei, membre du bureau politique, vice-premier ministre et ancien secrétaire de la cellule du Tatchai du PCC, une délégation de membres du département des Relations internationales du PCC est arrivée samedi à Phnom Penh. La délégation, dés son arrivée, a été reçue par Pol Pot et par le ministre de l'Économie du Cambodge démocratique Vorn Neth. Cette visite a pour but de renforcer les relations d'amitié entre les deux pays.

Plate-forme commune des organisations palestiniennes

Au cours d'une réunion commune à Tripoli, les organisations palestiniennes ont adopté une plate-forme commune en six points rejetant toute négociation avec Israël. Ces organisations ont également décidé une unification sous la direction de l'OLP. Assistaient à cette réunion l'OLP représentée par Yasser Arafat, El Fatha, le FDLP, le FPLP, la Saïta et le FPLP-commandement général

Pour correspondre avec le journal Téléphonez au 202-18-29

LA CHINE
A TRAVERS SA PRESSE EN LANGUE FRANÇAISE
EXPOSITION
PEKIN INFORMATION — LITTERATURE CHINOISE
LA CHINE EN CONSTRUCTION — LA CHINE
Culture-Diffusion 68, rue de Belleville
(juste à côté de la librairie Les Herbes sauvages)
PARIS 20ème
L'exposition sera ouverte du 5 au 19 décembre inclus :
lundi - mardi - jeudi - vendredi : de 17 H à 19 H
mercredi : de 14 H à 19 H
samedi : toute la journée
dimanche : de 10 H à 13 H
imp. spec.

• Laos

Les commandants et soldats de l'armée de Libération du peuple Lao prennent une part active à la production agricole, à la production subsidiaire et à la petite industrie pour améliorer leurs propres conditions de vie et alléger le fardeau du peuple.

Au cours du premier semestre de cette année , les unités stationnées dans la province de Cammon et dans la région de Viengsay ont défriché des centaines d'ha et repiqué le riz sur 360 ha. Une unité de l'aviation en garnison à Vientiane se consacre à l'élevage des porcs, de canards et à la pisciculture.

Un grand nombre de cadres et de soldats des forces armées sont allés aider les paysans à repiquer le riz ou à construire des ouvrages hydrauliques.

L'Humanité rouge bimensuel No 19 est paru

A propos de la mobilisation contre le meurtre raciste de Marseille

Les absents ont toujours tort

Si à la suite de l'assassinat à Marseille de notre frére immigré Abdelhaoui Abdelmajid, une mobilisation trés importante a eu lieu en 48 heures avec la manifestation relatée dans notre numéro de mardi., il en est qui ont brillé par leur absence. Ce sont les dirigeants des centrales syndicales CFDT et CGT et des partis de «gauche» PCF et PS.

Le journal «le Provençal» de Deferre s'est signalé par des articles crapuleux : «forcené» et «colosse» sont les mots employés par ce journal. On sait que ce travailleur immigré mesurait 1,71 métres. Quant à «la Marseillaise», si elle a signalé du bout des lévres la manifestation, c'est uniquement à cause de la mobilisation et de l'indignation qui a touché les militants de base du PCF. Elle ne suggérait d'ailleurs que par allusions lors de son premier article qu'il pourrait s'agir d'un crime raciste ou qu'il pouvait sous s'agir d'un crime raciste sous forme de questions : «Est-ce que cela se serait passé s'il ne s'agissait pas d'un travailleur immigré ?» Bien pale question, bien pâle allusion aprés avoir étalé toutes les versions de l'assassinat dans plusieurs colonnes.

Alors nous, nous avons quelques questions directes et précises à poser aux dirigeants révisionnistes de Marseille.

Oui ou non, la CGT n'a-t-elle pas voulu appeler à la manifestation parce que le travailleur immigré portait un opinel ? Oui ou non la CGT et le PCF ont-ils publié un seul communiqué de protestation ? Oui ou non la CGT et le PCF étaient-ils absents, non seulement de la manifestation, mais aussi de la levée du corps ?

Poser des questions c'est y répondre . Quant aux dirigeants de l'UD-CFDT , ce n'est guère mieux. Oui ou non l'UD n'a-t-elle pas voulu appeler parce qu'elle avait peur de passer pour un syndicat immigré, peur d'aller dans une manifestation «minoritaire» (il est vrai que 2000 personnes l'UD-CFDT les réunit tous les jours).

Oui ou Non votre syndicat CFDT du bâtiment était favorable à la manifestation ? Oui ou non, des pressions ont-elles été exercées pour refaire les votes et les changer. Poser la question c'est aussi y répondre.

Décidemment les dirigeants révisionnistes et réformistes sont incorrigibles !

A partir de combien de morts descendront-ils dans la rue . ?

Kanapa critique le mot d'ordre «Classe contre classe»

Kanapa, au cours d'une conférence à l'École centrale du PCF le 2 décembre a dénoncé le mot d'ordre «Classe contre classe» lancé au 6e Congrés de l'Internationale en 1928. Rappelons que ce mot d'ordre visait à «hâter le rassemblement des masses laborieuses sous la direction du prolétariat et de son parti communiste contre toutes les fractions de la bourgeoisie». Ce mot d'ordre était dirigé contre l'opportunisme de droite. Il était destiné à tracer une démarcation consistant à mener une lutte implacable contre les chefs sociaux-démocrates tout en tendant la main et à réaliser le front unique avec les ouvriers socialistes.

En rejetant ce mot d'ordre, le PCF continue à jeter par-dessus bord son passé révolutionnaire. Pour Kanapa, le mot d'ordre «Classe contre classe» est une «erreur stalinienne». A nous, marxistes-léninistes de défendre ce mot d'ordre, le passé révolutionnaire du PCF auprés de ses militants ouvriers.

La justice protège la Sonacotra

La Chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 2 décembre, le non-lieu rendu le 12 septembre dernier à propos de la plainte déposée par le Comité de coordination contre la direction de la Sonacotra. Le comité de coordination avait porté plainte contre la pratique de prix illicites et les augmentations de loyer abusives alors que les prix des prestations de service étaient bloqués depuis le 31 décembre 1971.

Malgré ce blocage, la Sonacotra avait augmenté les loyers. Une nouvelle fois, la justice bafoue sa propre légalité et protège des marchands de sommeil. Le Comité de coordination portera certainement l'affaire en Cour de cassation.

Le meurtre de Laïd Sebaï

Un assassinat politique de la maffia fasciste

«Nous recevons tous les jours des menaces de mort et de plasticage. Depuis un certains temps, des campagnes de presse antialgériennes ne manquent pas non plus : Le Figaro, France-soir, Minute... Récemment encore, le Parti des forces nouvelles placardait dans Paris des affiches réclamant : «Les paras au Sahara».

L'Amicale des Algériens.

L'assassinat de Laïd Sebaï l'attentat contre l'Amicale des Algériens en Europe, fait partie de toute la campagne déclenchée par le gouvernement et reprise par les bandes fascistes, les nostalgiques de l'OAS, de l'«Algérie française», du «temps béni des colonies».

Cette campagne politique est parfois plus violente, parfois plus insidieuse. Mais elle est toujours présente. Elle vise à faire croire que l'Algérie est responsable de tous les maux en Afrique du Nord par exemple, que les travailleurs algériens et tous les immigrés sont responsables de la crise en France.

Mais il est fini, le temps des colonies. Quand l'extrême-droite crie «Les paras à Alger», elle ne peut que réconforter quelques nostalgiques.

Il est fini le temps où un ministre pouvait imposer sa loi aux travailleurs immigrés sans qu'ils ripostent. Le 19 novembre, nous étions 6 000 dans les rues contre les mesures Stoléru.

Il est fini le temps où les impérialistes faisaient la loi absolue sur le monde. Au «Sahara Occidental», le peuple saharoui a pris les armes pour gagner son indépendance nationale. Il vaincra.

Ceux par qui le crime arrive...

En 1961 - 1962 naisaient en Algérie les groupes «Delta» chargés de l'action directe».

Les commandos regroupaient parfois plusieurs dizaines d'hommes. Ils étaient sous les ordres de Roger Degueldre,lieutenant parachutiste de la Légion étrangère, passé dans la clandestinité . .

Arrété le 7 avril 1962, Degueldre fut condamné à mort le 28 juin par la cour de justice militaire et fusillé le 8 Juillet. Avec lui disparurent les «Deltas» qui viennent de refaire leur réaparition.

Le rôle des «Deltas» était de protéger l'OAS. L'Organisation armée secréte était le bras armé de tous les colons à l'idéologie d'extrême-droite qui semaient le terrorisme au nom du maintien de «L'Algérie française».

Pour garder leurs privilèges exhorbitants de colons, pour piller encore le peuple algérien, les membres de l'OAS allérent même jusqu'à préparer un coup d'état auquel furent liés les noms des hauts fonctionnaires comme Salan.

Certains membres de l'OAS furent arrêtés. D'autres laissé ou remis en liberté. Combien de complices sont restés dans l'ombre, membres de la police, de la haute administration, des ministères ?...

Les travailleurs immigrés, parmi eux ceux des foyers Sonacotra, se sont dressés. Ils luttent pour la reconnaissance de leurs droits, au coude à coude avec les travailleurs français, contre le capitalisme, responsable de tous nos maux. Laïd Sebai, le gardien assassiné.

Combattants du Front Polisario. Les armes à la main pour conquérir le droit de vivre librement sur sa terre.

Les réactions algériennes

Mohamed Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie en France a déclaré : *«Si des algériens venaient à disparaitre, les relations entre l'Algérie et la France en seraient trés affectées »* .

L'ambassadeur a aussi fait observer que dans les attentats commis contre des personnes ou des biens algériens en France, il n'y avait jamais eu « *Ni de prés, ni de loin, un résultat quelconque d'une enquête*». Il a souligné que le meurtre du veilleur de nuit *«semble bien signé et sa filiation certaine»* .

«Les armes qui ont été utilisées sont d'un très gros calibres et il s'agit d'armes militaires, sans doute de récupération», a t-il précisé.

L'Amicale des Algériens a affirmé quant à elle :« *Cet attentat criminel survient aprés une série d'agressions et d'attentats commis contre les bureaux de la Fédération , en France, ainsi que contre l'Agence Air Algérie et les bureaux de l'Office du tourisme il y a quarante huit heures. C'est là un acte d'une extrême gravité qui pose en termes dramatiques, le problème de la sécurité des Algériens en France»*.

L'amicale dénonce elle aussi *«L'impunité scandaleuse dont bénéficient à chaque fois les auteurs des crimes anti-algériens .. et exige des autorités du pays d'accueil qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires pour retouver et châtier les assassins et qu'elles assurent la protection que les ressortissants sont en droit d'attendre. L'Amicale rappelle à cette occasion que depuis 1971 les attentats politiques dirigés contre les travailleurs algériens en France ont fait 71 morts et des dizaines de blessés»*

Stoléru, tu n'as pas droit à la parole !

«Les contrôles de police seront renforcés pour éviter tout acte criminel et assurer la protection des Algériens en France»

C'est ce qu'a déclaré dimanche à Antenne 2, Stoléru.

Stoléru, c'est ce ministre qui a décidé de refuser l'entrée en France des travailleurs immigrés, qui a pris des mesures pour que les travailleurs immigrés ne puissent plus rester en France, pour qu'ils soient expulsés.

Le 19 novembre, 6000 personnes français et immigrés manifestaient dans les rues de Paris contre les mesures Stoleru et ce ministre voudrait venir nous parler *de «protection des Algériens en France»*

Et protection de nos camarades immigrés par quel moyen ? Par la police qui torture dans des commissariats, qui amène les travailleurs immigrés dans des prisons illégales comme celle d'Arenc à Marseille avant de les expulser sans autre forme de procés ! Cette même police qui vient d'assassiner Abdelhaoui à Marseille !

Toujours les belles paroles par devant et les coups de poignard par derriére !

Des grenades lacrymogènes dans le palais de justice de Mende (Lozère)

300 paysans étaient venus manifester au tribunal de Mende, le 30 novembre, pour empêcher une vente aux enchères publiques

Devant leur détermination d'empêcher la vente et de ne pas quitter la salle, les forces de l'ordre ont tiré des grenades lacrymogènes à la figure des manifestants. Il y a eu trois blessés.

A l'appel du CDJA et de la FDSEA, les paysans réunis dans la salle de vente demandent la parole. Le président refuse que les agriculteurs s'expliquent et décrète la séance close. Des paysans empêchent les magistrats de sortir. Mais quelques Renseignements Généraux interviennent et les hommes de justice se sauvent par la porte de derrière.

Tout le monde attend que la séance reprenne.

Les flics arrivent et donnent l'ordre d'évacuer. Ce à quoi il leur est répondu : *«Si vous nous faites partir de ce tribunal, c'est des paysans que vous faites partir de Lozère.»* Les flics essaient de repousser les manifestants, mais voyant leur impuissance ils tirent des grenades à la figure des paysans.

Une fois de plus on aura vu le vrai visage de la justice et des forces de l'ordre, comme ils disent. Cette vente aux enchères a été empêchée par deux fois. Le CDJA, la FDSEA et les paysans sont décidés à empêcher toutes les prochaines ventes de ce type, car elles favorisent les spéculateurs qui reboisent les terres et stérilisent l'outil de travail des agriculteurs.

Correspondant HR Lozère

COMMANDEZ NOTRE CALENDRIER 1978

Réalisé par nos propres moyens, ce calendrier permettra de contribuer à la campagne de souscription lancée par notre journal. Vous pouvez le commander à l'adresse du journal. Prix 10 F.

A PROPOS D'UNE MANIFESTATION CONTRE L'APARTHEID

La question de l'indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques est une pierre d'achoppement dans les luttes actuelles des travailleurs. La question est très controversée et une intense lutte se fait jour dans les sections syndicales.

De plus en plus, les adhérents s'interrogent sur telle ou telle position de leur syndicat, généralement adoptée sans que la base ne soit consultée. Dans certains cas, la direction à tous les échelons refuse des luttes, des prises de position claires, ce que les militants de base n'approuvent pas et comprennent mal. Ils ressentent confusément l'autoritarisme des organismes supérieurs et l'impossibilité des militants de faire entendre leur voix. Ils ne se rendent pas clairement compte que ce qui entrave l'action, c'est la dépendance du syndicat par rapport aux partis politiques dits de gauche. Cela empêche les travailleurs d'impulser une ligne de lutte, classe prolétarienne contre classe bourgeoise, dans les syndicats destinés à défendre leurs intérêts et à lutter contre le capitalisme exploiteur.

En voici une illustration : la question de la participation de la CFDT à la manifestation du 26 novembre contre l'apartheid. Le bureau de l'UL, essentiellement composé de membres du PS et de quelques trotskistes, a décidé de mettre cette question à l'ordre du jour. Un délégué de la CFDT-mairie explique la position de sa section en faveur de la manifestation. Un membre du PS se récrie et l'accuse de manipuler la section. Avant que tout débat de fond ne soit mené au bureau de l'UL, le PS propose un vote contre la manifestation sous prétexte que la CFDT ne s'associe pas avec des organisations ultra-minoritaires qui sont opposées à la ligne autogestionnaire du syndicat et qui l'attaquent sans cesse !

Le conseil de l'UL va aussi débattre de la question. Les représentants des différentes sections et syndicats rapportent les décisions prises à la base, en faveur de la journée du 26 (SGEN, communaux, banques, etc.) Nouvelles attaques en règle. Ils sont accusés d'utiliser le sigle CFDT selon leurs intérêts. Les représentants des communaux, traités de manipulateurs, demandent au permanent de retirer ses paroles et lui rappellent que lorsqu'il était délégué à la SBFM, c'est à cause de son manque de combativité que la section CFDT a coulé au profit de la CGT, devenue un véritable monopole au service de la direction et du PCF.

Dernier argument des permanents : puisque l'UR n'appelle pas, il n'y a pas de raisons pour que l'UL le fasse !

Pourtant, dans les textes de la CFDT, il est dit que l'on doit être contre l'apartheid. Alors qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que l'Union de la gauche n'avait pas l'initiative, que c'était les soi-disant gauchistes ! Cela signifie que l'apartheid, ils s'en fichent : ce qui compte pour eux, c'est de contrôler le mouvement ouvrier au profit de l'Union de la gauche.

Autre position qui revient à dévoyer et empêcher la lutte : celle de la section CFDT de l'arsenal refusant d'y aller, car la construction des «Avisos» pour l'Afrique du Sud, c'est tout de même notre gagne-pain !

Finalement, à l'UL, le oui pour la manifestation l'emporte et décision est prise de le communiquer par voie de presse et par tract. Seulement, l'article qui devait être remis à la presse, on l'attend toujours. Pourquoi n'est-il pas paru ? C'est bien étrange ! Les représentants de l'Union de la gauche ont reculé malgré leurs tentatives de sabotage. Cependant, ils ne se résignaient pas et tentaient une ultime manœuvre avec l'apparition d'une circulaire de l'UIS (structure supérieure de l'UL) se prononçant contre la manifestation du 26. Pour jeter le trouble, ils s'y connaissent.

On peut s'interroger à juste titre sur la démocratie en vigueur dans les syndicats. Encore une démocratie avec deux poids, deux mesures !

Correspondant HR Lorient

(*) Sont présents à Lorient de nombreux représentants de l'État raciste d'Afrique du Sud pour lequel l'arsenal construit des navires de guerre.

1er décembre: LE DESAVEU

Motion de la section SGEN du lycée Pasteur Hénin-Beaumont

Jusqu'à présent, la section a suivi tous les mots d'ordre de grève nationale de 24 h ou de la fonction publique : en 1976-1977, les grèves du 7 octobre 1976, des 28 janvier, 23 avril, 24 mai 1977. Force nous est de constater que ces grèves ont été sans résultat.

Il est clair qu'une grève de 24 heures comme celle du 1er décembre ne peut faire céder le patronat et le gouvernement sur des revendications aussi générales que la défense et la progression du pouvoir d'achat, la lutte contre le chômage, la lutte contre la politique répressive du gouvernement...

Par contre, nous constatons qu'aucune mobilisation précise n'est organisée à l'occasion d'évènements graves tels que les mesures Stoléru contre les travailleurs immigrés ou l'extradition de K. Croissant.

Dans l'Education nationale, nous regrettons également qu'aucun mouvement d'ensemble ne soit organisé pour la titularisation des non-titulaires et contre l'application de la réforme Haby.

D'autre part, bien que cette grève soit présentée comme une «action de caractère strictement syndical», nous pensons, après examen de la presse syndicale CFDT, que cette journée comporte aussi des objectifs politiques». La CFDT appelle les travailleurs, dans la situation difficile qui est la leur, à lutter et à se mobiliser pour assurer le succès de leurs revendications dans l'immédiat et pour contribuer à créer les conditions de l'union qui permettent un succès de la gauche, sur des bases permettant effectivement d'engager la transformation profonde de notre société». (Syndicalisme Hebdo du 3 novembre 1977). N'espère-t-on pas ainsi que l'unité intersyndicale, réalisée lors des journées comme celle du 1er décembre, crée une «dynamique unitaire permettant de dépasser la crise de l'Union de la gauche» ?

Quant à nous, nous nous refusons à faire grève sur de tels objectifs.

Pour marquer notre solidarité avec la lutte des travailleurs contre les conséquences du plan Barre et de la crise, nous nous engageons à verser la totalité ou une partie de notre journée de salaire aux travailleurs de Benoto (bâtiment) en lutte depuis le mois de mai.

Le Mans

N'attendons rien de 78 Ne comptons que sur nos luttes

Le 1 er décembre, quelques milliers de travailleurs ont manifesté au Mans dans le cadre de la journée d'action CGT-CFDT-FEN. Visiblement l'enthousiasme n'y était pas et plusieurs grosses boîtes n'ont débrayé que 4 heures. Les bonzes syndicaux ont d'ailleurs fait leurs discours avant la manif.. pour avoir un public assuré !

Le responsable de l'UD-CFDT a indiqué que la grève n'avait pas été comprise par de nombreux travailleurs.

Mais ce qui est important c'est que pour la première fois au Mans, une opposition organisée est apparue dans la manif. Les militants du SGEN-CFDT groupés derrière une banderole *«Ne comptons que sur nos propres forces, n'attendons rien de 1978»* ont diffusé largement un tract sur ce thème. 150 à 200 personnes se sont regroupés derrière cette banderole et ont lancés des slogans comme *«Non a l'austérité de droite comme de gauche» «Ne comptons que sur nos luttes, que ce soit Barre ou Mitterand» «Titularisation des maîtres auxiliaires», «Marchais, Mitterand , merci pour K. Croissant»*. Ceci est positif. Cette intervention n'a pas rencontré d'hostilité chez les travailleurs , provoquant par contre une grande rage chez les pontes syndicaux. Mais vue l'importance du cortége SGEN , ils ne purent intervenir.

Correspondant HR

SECTION SGEN DU LEP ET LTE DE BETHUNE

Que nous ont apporté les précédentes grèves de 24 heures ? RIEN !..

– Ce n'est pas une grève qui répond aux aspirations profondes de lutte des travailleurs.

– Déjà, l'année dernière, nous avons préféré soutenir financièrement des travailleurs en lutte plutôt que de cautionner l'habituelle grève de 24 heures.

– Nous sommes contre les grèves électoralistes, en particulier contre cette grève de replâtrage de l'Union de la gauche alors que les état-majors s'entredéchirent.

– Qu'adviendra t-il de la démocratie et de l'action syndicale en cas de victoire de la gauche ?

– Bien sûr, on n'hésitera pas à nous assimiler aux syndicats «jaunes», complices du pouvoir ; mais nous avons déjà fourni les preuves de notre combativité au sein de l'Education Nationale et au service des travailleurs contre le système capitaliste, et nous en fournirons encore.

Centre de tri PLM Paris

Non aux sanctions

Après le licenciement, il y a plus d'une semaine, de l'inspecteur-élève, de nombreux tracts syndicaux sont apparus. Alors que le licenciement s'est fait avec la complicité active des dirigeants syndicaux, ceux-ci tentent de justifier leur attitude en attaquant à outrance ceux qui se sont mobilisés contre la répression. FO s'en prend au PCMLF, la CFDT aux «avant-gardistes» et la CGT aux «antisyndicalistes» (comprenez ceux qui refusent la collaboration de classe et qui impulsent dans le syndicat la lutte classe contre classe).

Mercredi dernier, les dirigeants CFDT se sont surpassés. Ils se présentent dans un tract comme ceux qui ont été à la pointe de la lutte contre le licenciement... et appellent à une participation massive le 1er décembre.

Bref, ils se servent sans vergogne du licenciement pour appeler à leur journée d'action-bidon. Ces pratiques sont de plus en plus dénoncées et les travailleurs se mobilisent maintenant pour empêcher que le préposé sanctionné ne passe en conseil de discipline et pour qu'il réintègre les locaux.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57962 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépot légal : 4e trimestre 1977